



Découpage de Renault en 2 « entités » :

Non au démantèlement de Renault !

La CGT et SUD-Lardy appellent les salariés, Renault et sous-traitants, à se rassembler nombreux :

**Mardi 17 mai à 10h (1h de grève)
devant le CTL (entrée principale)**



Si vous êtes en télétravail, vous pouvez participer en vous connectant par TEAMS, en demandant le lien par un mail à cgt.lardy@renault.com ou en scannant =>

Pour échanger les informations sur les projets Horse/Ampère et faire entendre la voix des salariés :

« Ce n'est pas à nous de payer leurs opérations boursières ! »

Des délégations d'autres sites Renault seront présentes devant Lardy : soyons nombreux pour les accueillir et construire une réaction d'ensemble.

De grandes manœuvres actionnariales se préparent concernant l'avenir du groupe Renault. Il n'y a pas une semaine sans annonces dans la presse économique concernant l'introduction en bourse de la partie « Electrique » des activités du groupe et de la recherche d'un partenaire qui prendrait une partie (pouvant être majoritaire) dans une nouvelle « entité » regroupant les activités « Thermiques et Hybrides ».

Les nouvelles « entités » qui seraient créées ont déjà des noms de code : « Ampère » pour la partie Electrique et « Horse » (en référence à l'unité de puissance « cheval-vapeur ») pour la partie Thermique et Hybride. Rien que le choix du nom de cette dernière structure en dit long sur l'avenir imaginé par les hauts cadres de Renault : une unité de puissance datant du XVIIIème siècle (inventée par James Watt en 1780) !

La direction générale travaille depuis plusieurs mois sur le sujet et a l'intention d'en annoncer officiellement le détail aux organisations syndicales centrales entre juin et septembre 2022 : en plein été, comme par hasard ?

Des conséquences potentielles massives pour les salariés : venez mardi prochain pour vous informer et faire entendre votre voix !

Avec les éléments communiqués à la presse économique et ceux que nous avons pu récolter en interne, nous savons maintenant que de tels projets auraient un impact massif pour les salariés.

En premier lieu sur nos droits sociaux (temps de travail, congés, primes,...) : comme pour la filiale Electricity qui regroupe maintenant les usines de Douai, Maubeuge et STA, **l'ensemble des droits sociaux seraient remis à plat dans ces nouvelles structures.**



Le principe serait le même que pour l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais en 2021, : transfert automatique du contrat de travail avec licenciement si le salarié le refuse !

Nous ne sommes pas des pions... Salariés : pas à vendre !

Mais ces projets auraient également **de lourdes conséquences** sur la pérennité de nos emplois :

- que vont devenir les salariés basculés en Europe dans « Horse » alors que la production de moteurs thermiques et hybrides sera interdite dans l'Union Européenne en 2035 et que Renault promet de ne vendre que des voitures électriques en 2030 en Europe ?
- Comment envisager de réelles reconversions pour les salariés travaillant aujourd'hui sur les activités « Thermiques et Hybrides » (certains jusqu'à 2027 d'après la direction) alors que des murs sont créés entre « entités » ?

Certains pourraient penser à tort que cela ne concernera que les salariés directement en lien avec les moteurs (ingénierie et usine). Mais ce projet est bien de couper, à terme, toute l'entreprise en plusieurs parties : les travailleurs des usines de montage, de toute l'ingénierie, des fonctions support, etc. seront tous impactés.

Pas question de rester muets et d'attendre !

Pourtant, il n'est jamais question de parler des conséquences sociales de ce véritable démantèlement de Renault, la direction générale se contentant de dire qu'il ne s'agit que d'hypothèses ou de projets.

Il est grand temps pour les salariés de faire entendre leur voix sur ces sujets primordiaux pour leur avenir. « Diviser pour mieux régner », cette stratégie bien connue doit être combattue !

Afin de partager l'ensemble des informations à disposition et de revendiquer que les salariés ne payent pas les conséquences de ces décisions, la CGT et SUD-Lardy appellent l'ensemble des salariés du site, salariés Renault et sous-traitants, à se rassembler et à échanger le mardi 17 mai à partir de 10h devant le CTL.

**Découpage de Renault en « 2 entités » !
Non au démantèlement de Renault !**



Ce n'est pas à nous de payer les conséquences de leurs opérations boursières !

**Tous devant Lardy
le mardi 17 mai à 10h**

Avenir de Lardy : poursuivons la mobilisation !

Lors du CSE d'avril 2022, par une énième relance, nous avons obtenu une position « officielle » de la direction sur la question de l'implantation d'un laboratoire de chimie des batteries à Lardy. **La direction a confirmé que « l'hypothèse de référence » était l'implantation du laboratoire à Lardy** (plutôt que son extension au Technocentre). « *Lardy est donc en pole position* » sur le sujet. Mais, comme il ne s'agit encore que d'un « avant-projet », le choix définitif ne serait officialisé qu'en juin. Même si ce laboratoire est loin de répondre à la question de la reconversion des 900 salariés travaillant directement sur le Thermique/Hybride à Lardy, ce serait un premier signe positif.

La mobilisation qui se construit autour du collectif MERL (Maintien Emplois Renault-Lardy) doit s'amplifier pour faire aboutir les revendications des salariés du site. Continuons le combat !

Au sujet de la commission paritaire E-Lardy (lancée il y a déjà 2 mois et demi), le nouveau directeur de l'Etablissement a indiqué en CSE qu'il n'y avait aucune information supplémentaire qui en était issue (par rapport aux informations du CSE extra de février 2022). Le grand chantier de la « *concertation sociale* » semble connaître les mêmes problèmes d'approvisionnement que le BTP...

Soutien à la grève des salariés du nettoyage PEI-Technocentre

Les salariés PEI du Technocentre **sont en grève depuis maintenant 8 jours**. La décision prise par Renault de fermer une grande partie du TCR les vendredis (en poussant les salariés au télétravail ce jour-là) et à supprimer le ménage ce jour-là leur fait perdre jusqu'à 300 euros par mois.

Avec des salaires au SMIC (voire moins car beaucoup sont à temps partiel) et l'inflation des prix, cette décision financière de Renault met les salariés PEI dans d'énormes difficultés. Ils réclament le paiement à 100% de leur salaire.

Face à leur grève, la réaction de la direction de Renault est inacceptable : fermeture de l'entrée de l'Avancée avec des grilles et des cadenas, appel à des maîtres-chiens et à la police, etc.

Notre soutien à la grève des salariés de PEI-Technocentre est primordial. Nous vous tiendrons au courant de la suite des actions. A Lardy aussi, les fermetures de bâtiments qui s'annoncent (L58, L48, L47) pourraient avoir des conséquences : ce n'est pas aux salariés du nettoyage d'en faire les frais !